

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 13 04 2026

Reprise de l'inflation en mars et hausse des anticipations au-delà du plafond de la cible

L'IPCA a atteint 0,88% en mars 2026, portant l'inflation sur douze mois à 4,14%, contre 3,81% en février. Bien au-dessus des attentes du marché (médiane Focus : 0,55%), cette accélération — tirée par les carburants et l'alimentation dans un contexte de tensions géopolitiques— a conduit à une révision des anticipations d'inflation annuelle au-delà du plafond de la cible de 4,5%.

LE CHIFFRE A RETENIR :

+1,9%

La nouvelle prévision de croissance du FMI pour le Brésil en 2026, contre 1,6% auparavant

Le PIX a transformé le modèle économique des grandes banques brésiliennes

Le succès fulgurant du Pix a profondément transformé le modèle des banques traditionnelles. En rendant les paiements instantanés largement gratuits et en facilitant l'essor des fintechs, il a érodé certaines rentes historiques et contraint les grands établissements bancaires à adapter leur modèle, leurs offres et leur positionnement concurrentiel.

La charge fiscale brésilienne atteint le niveau historique de 32,4% du PIB en 2025

En 2025, la charge fiscale brute des administrations publiques au Brésil a atteint 32,4% du PIB, après 32,2% en 2024. Au-delà de ce niveau élevé, sa structure reste caractérisée par une forte concentration des recettes à l'échelon fédéral, qui capte environ les deux tiers des prélèvements obligatoires, contre un quart pour les États et moins de 8% pour les municipalités.

Graphique de la semaine : Evolution des anticipations d'inflation

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+1,5%	+22,7%	197 042
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-3%	-8,5%	126
Taux de change USD/BRL	-2,1%	-7,9%	5,01
Taux de change €/BRL	-1,3%	-7,7%	5,90

Note : Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Reprise de l'inflation en mars et hausse des anticipations au-delà du plafond de la cible

L'inflation officielle brésilienne (IPCA) a atteint **0,88%** en mars 2026, soit une accélération de **0,33 p.p.** par rapport à février (**0,55%**), nettement au-dessus de la médiane des anticipations du marché. Sur douze mois, la hausse s'établit à 4,14%, contre 3,81% le mois précédent. Cette dynamique, portée par les carburants et l'alimentation dans un contexte de tensions géopolitiques au Moyen-Orient, a conduit les acteurs de marché à réviser leurs prévisions d'inflation annuelle au-delà du plafond de tolérance fixé par le Conseil monétaire national (CMN) à 4,5%, avec des estimations désormais comprises entre 4,5% et 5,2%.

Deux groupes concentrent 76% de la variation mensuelle : les transports (+1,64%, soit 0,34 p.p. d'impact) et l'alimentation et boissons (+1,56%, soit 0,33 p.p.). Les autres postes oscillent entre +0,02% (éducation) et +0,65% (dépenses personnelles). La hausse des transports reflète directement les tensions sur les marchés pétroliers liées au conflit au Moyen-Orient : l'essence a progressé de 4,59% en mars, après une baisse de 0,61% en février, constituant le premier facteur d'impact individuel sur l'indice (0,23 p.p.) ; le diesel a bondi de 13,90%, contre 0,23% en février. Les billets d'avion ont également contribué (+6,08%), en décélération toutefois par

rapport à février (+11,40%). L'alimentation à domicile a enregistré sa plus forte hausse depuis avril 2022 (+1,94%), combinant des effets de réduction d'offre sur certains produits — tomate (+20,31%), oignon (+17,25%), pomme de terre (+12,17%), lait (+11,74%) — et un renchérissement du fret imputable aux carburants. L'alimentation hors domicile a augmenté plus modestement (+0,61%).

L'inflation de mars a été très inégalement distribuée géographiquement. Salvador a enregistré la plus forte hausse (1,47%), tirée par l'essence (+17,37%) et les viandes (+3,56%) ; São Luís (1,39%) et Belém (1,31%) ont également dépassé largement la moyenne nationale. Ces hausses contrastent avec les niveaux nettement plus bas de février dans ces mêmes métropoles (respectivement 0,40%, 0,28% et 0,62%), traduisant une accélération soudaine probablement liée aux coûts de transport, structurellement plus élevés dans les régions éloignées des centres de production. À l'opposé, Rio Branco a enregistré la plus faible variation (0,37%), grâce à la baisse de l'électricité résidentielle (-3,28%) et des fruits (-3,72%).

À la suite de la publication des données, les prévisions d'inflation pour 2026 ont été relevées significativement : XP a porté sa prévision de 4,8% à 5,1%, Terra Investimentos anticipe désormais 5,2%, ASA a révisé de 4,6% à 5,0%, tandis que C6 et Warren se situent à 4,8%. Dans ce contexte, la médiane Focus des anticipations d'inflation pour 2026 est passée à 4,71%, au-delà du plafond de tolérance de 4,5% — contre 3,81% avant le déclenchement du conflit au Moyen-Orient. Les attentes de marché concernant le Selic restent pour l'heure inchangées (12,5% fin 2026, 10,5% fin

2027, 10,0% fin 2028), mais la persistance de pressions inflationnistes pourrait remettre en cause les anticipations d'un assouplissement lors de la prochaine réunion du Comité de Politique Monétaire (COPOM).

Le PIX a transformé le modèle économique des grandes banques brésiliennes

Lancé en novembre 2020 par la Banque centrale du Brésil, le Pix est un système de paiement instantané permettant d'effectuer des transferts et règlements en temps réel, 24h/24, de façon simplifiée (à partir d'un numéro de téléphone ou un QR code par exemple) et à faible coût. En quelques années, il s'est imposé comme l'infrastructure centrale des paiements au Brésil. Il a représenté désormais 50,9 % des transactions de paiement au premier semestre 2025, puis 54,7 % au second semestre. Sur l'ensemble de l'année 2025, le Pix a totalisé environ 79,8 Md de transactions, contre 63 Md en 2024, soit une hausse de 26,7%. Enfin, au deuxième semestre 2025, la valeur moyenne des transactions effectuées via PIX s'élevaient à 456 BRL (77 EUR), en augmentation de 7% en glissement annuel.

L'adoption massif et rapide du système PIX a provoqué l'érosion progressive des revenus transactionnels des grandes banques brésiliennes. En effet, Itaú Unibanco, Bradesco et Banco do Brasil, les trois des plus grandes banques brésiliennes, ont perçu 15,2 Mds BRL (2,6 Mds EUR) de recettes liées aux comptes bancaires en 2025, contre 17,1 Mds BRL (2,9 Mds EUR) en 2024, soit une baisse de 11%. La baisse des revenus a atteint 2 Md BRL (335 M EUR) en 2025. En parallèle, la part des recettes de compte courant dans les commissions

totales est passée de 15% à 13%, confirmant l'affaiblissement des rentes historiquement associées aux opérations de paiement et de transfert pour les banques traditionnelles.

Le Pix remet ainsi en cause le modèle traditionnel des grandes banques, en remplaçant des opérations autrefois payantes, comme les virements bancaires classiques (TED), par des transferts instantanés et gratuits. Il a réduit la capacité des banques à facturer les services de paiement de base et renforcé la concurrence des banques numériques, notamment sur les clientèles à revenu faible et intermédiaire.

Cette transformation a été amplifiée par l'essor de l'écosystème fintech brésilien. Le Pix leur a fourni une infrastructure publique, instantanée et peu coûteuse, sur laquelle elles ont pu bâtir de nouveaux services plus simples et rapides. A la fin de l'année 2025, Nubank était par exemple devenue la première institution financière privée du Brésil en nombre d'utilisateurs, avec 112 M de clients. Pour les grandes banques, la pression concurrentielle vient ainsi surtout des nouveaux acteurs financiers à même d'utiliser le système PIX afin de gagner rapidement des parts de marché.

Face à cette reconfiguration, les banques traditionnelles ont repensé leurs pratiques en vue de s'aligner sur les nouveaux standards d'accessibilité, de fluidité et de réduction des frais bancaires. La banque Itaú a ainsi développé, pour les PME, l'offre Itaú Emps, présentée comme un compte digital et gratuit, incluant PIX, à destination des personnes juridiques. Banco do Brasil a, de son côté,

développé ses services Pix pour les entreprises, afin de leur permettre d'intégrer plus facilement ce moyen de paiement à leurs activités courantes, via des encaissements par QR code ou de gérer des paiements récurrents. Ces solutions illustrent le nouvel objectif des banques brésiliennes, qui vise à étendre l'usage interne du système PIX au sein de nouveaux outils financiers.

La recomposition du secteur alimente également un débat réglementaire. La Fédération brésilienne des banques (Febraban) estime que le cadre régissant les tarifs bancaires est devenu obsolète car conçu en 2010, avant la création du Pix et l'apparition de l'écosystème fintech. Selon la Febraban, les banques traditionnelles sont soumises à certaines contraintes tarifaires qui ne s'appliquent pas de la même manière aux autres établissements fonctionnant avec des comptes de paiement (au lieu de comptes courants traditionnels). La Febraban dénonce notamment la règle garantissant quatre retraits mensuels gratuits de la part des banques traditionnelles, sans équivalent pour les Fintechs. De façon plus générale, la fédération plaide notamment pour une modernisation des règles afin de réduire ces asymétries concurrentielles.

Etude économique & financière

La charge fiscale brésilienne atteint le niveau historique de 32,4% du PIB en 2025

En 2025, la charge fiscale brute des administrations publiques au Brésil a atteint 32,4% du PIB, contre 32,2% en 2024. Le montant total des sommes collectées au Brésil en 2025 s'est élevé à 4 217 Md BRL (716 Md EUR), en hausse de 8,8% par rapport à 2024 (3 794 Md BRL). Cette progression a été essentiellement tirée par les chiffres du gouvernement fédéral (21,6% du PIB), sous l'effet de la hausse de l'impôt sur le revenu retenu à la source (IRRF, +0,23 point de PIB), de l'impôt sur les opérations financières (IOF, +0,10 point) et des cotisations au régime général de sécurité sociale (RGPS, +0,12 point). Cette légère progression s'explique par la hausse de la masse salariale et de l'emploi formel au niveau national. À l'inverse, la part des États a légèrement reculé, passant de 8,5% à 8,4% notamment du fait d'une moindre dynamique relative de l'ICMS (impôt sur la circulation de biens et services), leur principale source de financement. Enfin, la charge fiscale des municipalités pesait pour 2,42% du PIB en 2025, contre 2,4% en 2024.¹

¹ Le mode de calcul de la charge fiscale a été modifié en 2025 et appliqué rétroactivement pour toutes les séries

à partir de 2010. En effet, jusqu'en 2024, le calcul de la charge fiscale incluait les contributions allouées au

La répartition par niveau gouvernemental atteste de la forte concentration des ressources à l'échelle fédéral. En effet, en parts de la charge fiscale totale, le gouvernement central a capté environ 66% des recettes totales (2 750 Md BRL, soit 467 Md EUR), contre 26% pour les Etats (1 067 Md BRL) et 7,5% pour les municipalités (308 Md BRL). L'organisation du système fiscal brésilien explique ces disparités. L'échelon fédéral concentre les prélèvements les plus larges, notamment sur les revenus et les bénéfices des entreprises (IR, IRRF, CSLL), le commerce extérieur (II, IE) et les cotisations sociales (en particulier les contributions au Régime général de la sécurité sociale, ainsi que PIS/Cofins). Les recettes des États reposent en particulier sur l'ICMS, ainsi que sur les véhicules (IPVA) et les successions et donations (ITCMD), tandis que les municipalités tirent principalement leurs recettes de l'imposition des services (ISS) et du foncier (IPTU, ITBI).

La charge fiscale brute ne correspond néanmoins pas aux ressources finales conservées par le Gouvernement Fédéral. En effet, le transfert d'une partie des recettes fédérales vers les Etats et municipalités est un mécanisme structurel du système fiscal brésilien, prévu par la Constitution et mis en œuvre par le Trésor National.

Fonds de Garantie de Temps de Service (FGTS) ainsi qu'au Système S (Sistema S). Le FGTS est un fonds destiné protéger le salarié en cas d'aléas (licenciements, maladie grave) et abondé mensuellement. Le Sistema S désigne lui un ensemble d'organismes para-publics, financés par des

Ainsi, en 2024, l'écart entre la charge fiscale brute du gouvernement central (21,34% du PIB) et sa charge nette disponible (16,8% du PIB) était de 4,61%. Cet écart s'explique par les transferts de recettes aux États et aux municipalités (3,51 points de PIB) et par la part d'Impôt sur le revenu retenu à la source (IRRF) qui revient directement aux Etats et Municipalités (1,1 point de PIB).

La tendance de fond au cours des dix dernières années a été graduellement haussière. Entre 2015 et 2019, la charge fiscale a légèrement progressé, passant de 29,6% à 30,39% du PIB. Elle a chuté en 2020 à 29,15% en raison de la pandémie et des allègements de charges mis en place, puis a retrouvé un niveau légèrement supérieur aux 30% de PIB en 2023 (30,3%). L'augmentation la plus significative a ensuite lieu en 2024, avec une hausse de près de 2 points de PIB (32,2% du PIB). Au total, entre 2015 et 2025, la hausse de la charge fiscale dans le PIB du Brésil a progressé de 2,71 points.

A titre de comparaison régionale, le Brésil demeure le pays à la charge fiscale la plus élevée d'Amérique latine et des Caraïbes. Selon les dernières données harmonisées disponibles de l'OCDE, de la CEPAL, du CIAT et de la BID, le ratio recettes fiscales rapportées au PIB atteignait 32 % en 2023, contre 21,3 % en moyenne régionale.² Le Brésil devançait en 2023 les autres grandes

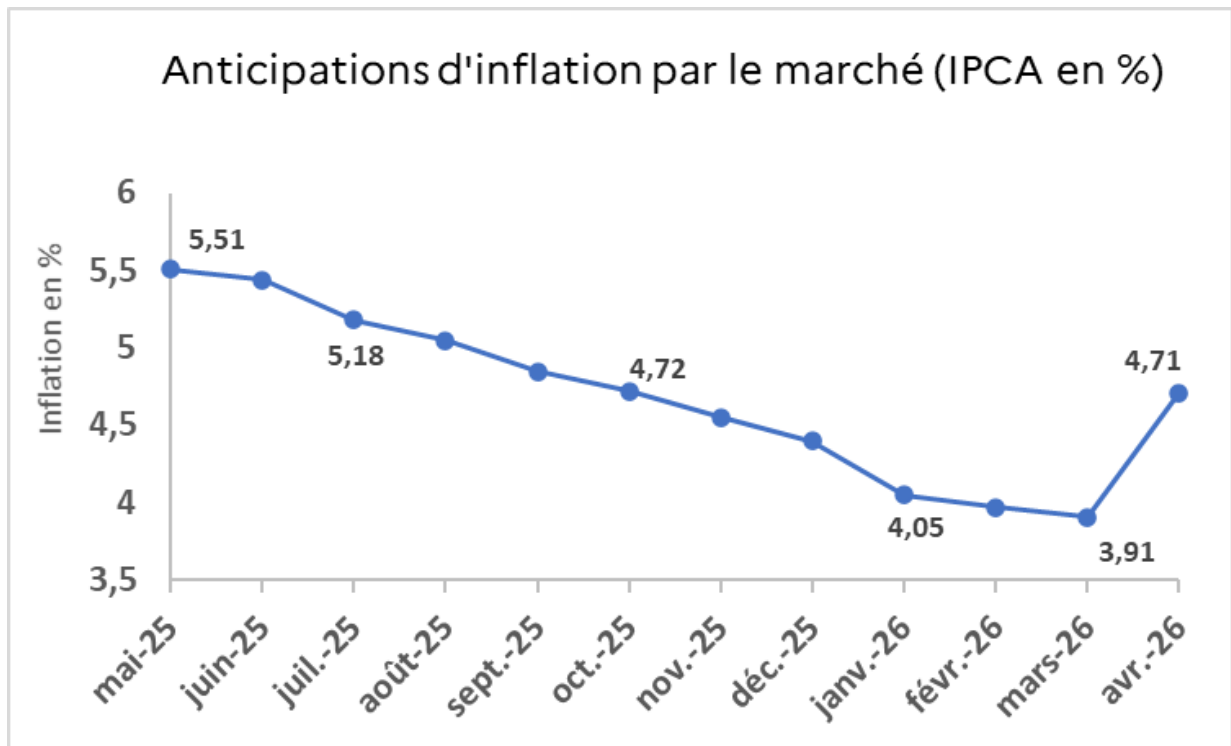
contributions patronales. Ces deux contributions ont été soustraites de la méthodologie de calcul du Trésor National afin de se conformer aux standards du FMI.

²Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean 2025 (EN)

économiques latino-américaines, comme l'Argentine qui affichait un ratio de 27,8% du PIB, la Colombie avec 22,2%, le Chili avec 20,6% et le Mexique dont la charge fiscale représentait 17,7% du PIB. Les pays de l'OCDE présentaient quant à eux un niveau légèrement supérieur au Brésil, établi à 33,9% du PIB.

* * *

Graphique de la semaine



Source : BCB, Boletim Focus

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : leo.portier@dgtrésor.gouv.fr